



Fondée en 1827



L'Abri de la Nouvelle-Orléans

Mr Wm Beer Howard Library

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

VOLUME 89

NOUVELLE-ORLEANS, LNE., MARDI, 1 MAI 1920.

NO. 124

DERNIERES NOUVELLES LOCALES

A une réunion très enthousiaste... M. Howard Egerton, président; Mme J. T. Benedict, première vice-présidente; Mme E. A. Monroe, deuxième vice-présidente; Mme John Stewart, troisième vice-présidente; Mme N. H. Thompson, secrétaire; et Mme M. Michaels, trésorière.

La Croix Rouge Américaine s'est encore montrée digne des plus grands éloges par sa noble et courageuse conduite à l'occasion du terrible ouragan qui a causé la mort d'un grand nombre de personnes dans le Mississippi, la Louisiane, l'Alabama et l'Arkansas.

Le Cercle des Dames Catholiques a acquis la "Medical Building", rue Baronne, près de la rue Canal, pour la somme d'un peu plus de \$20,000.

Les Italiens de la Louisiane, et du Mississippi ont consenti pour un demi million de piastres au dernier emprunt du gouvernement italien.

Le prix du lait a été réduit à 17 sous la quart.

UNE ERREUR DE L'AMERIQUE.

True translation filed with the Postmaster at New Orleans, La., on Tuesday, May 4, 1920, as required by Act of October 3, 1917.

Sous ce titre le "Franc-Américain" de San Francisco, publie un article des plus intéressants, dont nous détachons les quelques passages suivants:

"La crainte du bolchevisme vient de confier au Nippon une suprême tâche qui n'avait pu lui conquérir ni ses triomphes militaires dans la guerre russo-japonaise, ni ses négociations avec l'Entente au cours de la guerre européenne. Si les Etats-Unis tiennent une rive du Pacifique, le Japon maintient l'autre. C'est l'aboutissement d'une année de diplomatie savante: le Japon voulait être seul en Sibirie. Son but est atteint. Il a en outre la Mandchourie qui fait corps avec la Sibirie orientale un territoire de 810,000 kilomètres carrés d'un tel potentiel économique que peu de contrées au monde peuvent l'égaliser.

C'est toute une énorme surface, Sibirie Orientale, Mongolie, Mandchourie, Tchéli, Chantoung, qui contrôle à l'heure actuelle le Japon; deux millions de kilomètres carrés exploitables et 80 millions d'âmes.

Déjà le Japon avec ses flots et la Corée compte 77 millions d'habitants et s'accroît de près d'un million chaque année. Mais voyez l'ironie des choses: nous venons de supporter, Europe et Amérique, le plus épais des labours. Et qui en est bénéficiaire, le seul même pourrait-on dire? Le Japon. Sic vos non vobis."

M. Charles C. Jonnal, ancien ministre des Affaires étrangères, a été nommé ambassadeur extraordinaire au Vatican Aussitôt que les questions qui furent la cause de la suspension des relations entre la France et le Saint Siège auront été réglées, un ambassadeur permanent sera probablement nommé.

La France et le Vatican

Napoléon Ier recommandait à l'un de ses envoyés à Rome de traiter le Pape comme s'il avait sous ses ordres une armée de 200,000 hommes. Sous cette forme familière, le vainqueur d'Austerlitz énonçait une grande vérité politique. Les porteurs de "l'Acte" nous ont ramené la vie au Vatican: tous les chemins mènent à Rome. C'est que le Vatican est la première puissance spirituelle du monde, puisque le Pape commande à 350,000,000 catholiques dispersés dans l'univers entier. De toutes les parties du globe des envoyés, évêques, missionnaires, hommes politiques, penseurs, de toutes nations viennent faire rapport au Pape sur l'état d'âme des peuples de leur région ou de leur pays. Les protestants eux-mêmes, les Juifs, les incrédules, sont accueillis avec une cordiale charité par le Souverain Pontife, que réunit à sa papauté Léon XIII, Pie X ou Benoît XV. Le Vatican est ainsi le plus grand centre d'informations mondiales qu'il y ait sur terre.

Aussi, tous les gouvernements civilisés trouvent-ils dans le maintien de relations diplomatiques avec le Saint-Siège un élément de force nationale incomparable. Tous les pays d'Europe se sont fait une tradition de se tenir en communication avec le Vatican; la Belgique, la Pologne, la protestante Angleterre elle-même et jusqu'à l'Allemagne ont un ambassadeur auprès du Pape.

La grande guerre a fait voir aux gouvernements de la France, si hautement patriotiques au sein de l'Empire, que le Pape n'était pas le seul à souffrir de la séparation. Les intérêts français n'étaient pas suffisamment défendus à grands du Pape; et il dépendait à la grande nation de recourir à une puissance étrangère, dont les intérêts ne sont pas toujours d'accord avec les nôtres, pour y faire valoir ses droits. Ce sentiment très juste et très noble, s'est vite généralisé, en France, à mesure que la guerre se prolongeait. Et il est remarquable que le premier à élever la voix en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican, en Chambre française, cette année, ait été un protestant, le pasteur Soulier. M. Millerand a fait à la demande de ce protestant distingué et clairvoyant une réponse digne du premier ministre de la France, en février dernier: "Comme je l'ai dit déjà, le jour où, de l'avis du gouvernement, l'intérêt national lui paraîtra commander la reprise des rapports internationaux avec le Vatican, nous inspirant uniquement de l'intérêt français, c'est publiquement, ouvertement, que nous saisirons le Parlement, qui se prononcera."

Et, fidèle à sa parole, M. Millerand déposait à la Chambre des Députés, le 11 mars, un projet de loi décrétant la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Dans le préambule de cet important projet, après avoir consacré quelques lignes "aux principes de laïcité inscrits dans les fondements mêmes de nos institutions républicaines", paroles que les catholiques français auraient aimé mieux ne pas trouver en tête de ce noble document, le gouvernement français expose aux Chambres, de manière à faire, non pas d'intérêt national qui l'ont poussé à soumettre aux députés "l'étude de cette très grave question: "Le gouvernement de la République, dit l'exposé officiel, jugé le moment venu de renouer avec le gouvernement pontifical nos relations traditionnelles. La diplo-

matie française doit être présentée à un débat de questions qui intéressent la France. Elle ne saurait rester plus longtemps absente du siège d'un gouvernement spirituel après lequel la plupart des Etats ont pris soin de se faire représenter."

C'était poser la question au point de vue français de main de maître. Et le premier ministre n'a pas eu peine à trouver les motifs d'intérêt français qui justifient le rétablissement des rapports diplomatiques avec le Saint-Siège: la question de Syrie, des Lieux-Saints, des Missions catholiques françaises d'Orient et d'Extrême-Orient, l'application de l'ancien concordat en Alsace-Lorraine, le sort des Missions dans les anciennes colonies allemandes du Togo et du Cameroun etc.

Cet acte de haute politique de M. Millerand a été salué avec satisfaction par l'immense majorité de la presse française. Nous nous contenterons de citer ici l'opinion du "Temps", le grand journal politique de Paris: "Il faut reconnaître, dit-il, que la rupture des relations diplomatiques s'est accomplie contre le gouvernement français et le Saint-Siège sous une forme qui n'était pas digne des traditions françaises. On peut souhaiter que la France ne s'en tienne pas indéfiniment au geste de 1907."

Les lecteurs de "L'Abri" aimeront sans doute à connaître aussi l'opinion de l'un des plus grands Français d'aujourd'hui, le glorieux vainqueur du Grand-Couronne de Nancy, le général de Castelnau, membre de la Chambre des Députés, qui a fait ces nobles déclarations à un journal parisien, en parlant de la déposition du projet de loi Millerand: "C'est l'heureux présage d'une ère d'apaisement, de concorde et de véritable liberté, plus nécessaire que jamais au grand labeur de la reconstitution nationale. La France renoue enfin la trame trop longtemps rompue de ses plus précieuses traditions séculaires. L'indispensable rayonnement de son prestige par le monde et la sauvegarde de ses justes intérêts moraux et matériels trouveront, en suis sûr, auprès du Saint-Siège, l'appui que lui a mérité un long passé d'ardente fidélité et d'incomparable dévouement à la diffusion, dans tous les pays et sur tous les rivages, de la barbarie, des tristesses, des misères et des souffrances du christianisme."

Le Pape Benoît XV a déjà donné à la France des preuves non équivoques de sa sympathie, particulièrement à l'arrivée de M. Deschanel à la présidence, lorsqu'il lui a envoyé le Touchon et le noble télégramme que l'on connaît.

Le gouvernement français, de son côté, fidèle en cela aux traditions de parfaite courtoisie qui honorent la France, s'est empressé d'envoyer à Rome un ministre plénipotentiaire, M. Doulet, pour y préparer les voies à la venue de l'ambassadeur, qui ne tardera guère maintenant, puisque la Presse Associée nous annonçait, il y a huit jours, la nomination officielle de M. Charles Jonnal, ancien gouverneur de l'Algérie et ancien ministre des Affaires étrangères, au poste d'ambassadeur extraordinaire de la République française auprès du Saint-Siège. On peut être assuré d'avance que le Parlement ratifiera tous ces actes de haute politique française.

HENRI LEFRANC.

L'ex-premier Carllaux, condamné à trois ans de prison, cinq ans de bannissement et dix ans de perte des droits civils et politiques, ne peut pas séjourner à Paris ni dans aucune autre grande ville française.

Cinq grands navires, contenant plus de 35,000,000 de livres de sucre, sont arrivés à New York ces jours derniers. Ce qui n'a pas affecté le haut prix du sucre sur ce marché.

Les Japonais en Sibirie

True translation filed with the Postmaster at New Orleans, La., on Tuesday, May 4, 1920, as required by Act of October 3, 1917.

Ainsi les Japonais non seulement ne retirent pas les troupes qu'ils ont envoyées en Sibirie, mais ils les renforcent même. A l'heure actuelle, ils occupent Vladivostok et ils possèdent de Tokin, possession de plusieurs lignes de chemins de fer. Quant aux Etats-Unis, ils n'ont plus un seul soldat en Sibirie.

A ce propos, le "China Observer" écrivait récemment: "Les Chinois ont certainement été très désappointés de la mesure adoptée par les Etats-Unis en Sibirie; cette attitude a porté plus de tort au prestige américain que l'intervention ne l'avait relevé. Techniquement parlant, l'attitude des Etats-Unis est correcte, mais cela n'empêche pas que leur retraite de Sibirie augmente le prestige du Japon et profite à cette puissance."

Et dire que tant de politiciens américains à courte vue ont imposé au gouvernement de Washington le retrait de ses troupes de Sibirie! Nombreux sont de par le monde les gens qui ne connaissent que la Sibirie décrite par Jules Verne dans "La Famille Cascael" et il faudra encore longtemps pour faire apprécier toute l'importance de cette vaste région à ces ignorants; quant à ceux qui ont compris, il sera trop tard, car tout indique que ce sera le Japon, et peut-être l'Allemagne de demain, qui tireront profit de ce Canada asiatique.

Les progrès de la Sibirie depuis vingt ans sont énormes; sa population a doublé, elle est aujourd'hui de 12,000,000 de Russes, Turcs, Tartares, Mongols, en dehors de quelques tribus semi-barbares.

Au moment où les peuples d'Europe sont affamés, ne pas mettre en pleine valeur un territoire agricole comme la Sibirie est un crime contre l'humanité; et le Japon toujours à court de vivres, a su prévoir qu'il tirerait un jour profit de ce grenier d'abondance pour nourrir son peuple dense et polifique jusqu'à l'époque plus éloignée où il en installera une grande partie dans la zone méridionale dont le climat est supportable; cette zone a actuellement 7,751,000 hectares de terres cultivées, mais ce chiffre serait plus que doublé si des moyens de transport adéquats permettaient aux paysans d'envoyer leurs produits en Europe où la question laitière devient angoissante et la Sibirie gorgée de lait pendant que les bébés, les vieillards d'Europe meurent paumés, faute de cet aliment indispensable.

Pour profiter des richesses économiques de la Sibirie, nous sommes obligés de traiter avec les Bolcheviks, il était donc inutile d'envoyer des corps expéditionnaires contre ces gens-là et tout ce qui a été fait par la Conférence alliée prouve que sur les représentants des cinq grandes puissances, deux seulement, ceux du Japon et de la Grande-Bretagne, connaissent à fond les ressources qu'offre la Sibirie, mais n'ont jamais voulu en parler, de crainte d'attirer les regards des autres gouvernements de ce côté.

Lorsque M. Lloyd George parla pour la première fois de paix avec la Russie, on vit poindre la question des approvisionnements en beurre sibérien pour l'Angleterre, et le contrôleur des vivres dit avec à regret qu'avant la guerre l'Angleterre tirait beaucoup de vivres de Sibirie; il aurait pu ajouter qu'en temps normal elle en tira pas mal de la France.

La Grande-Bretagne favorise le plan consistant à faire remplacer les Américains par les Japonais en Sibirie, afin de ne pas dépendre un jour de Washington pour les approvisionnements qu'elle prend à Vladivostok. L'activité industrielle des Américains de ce côté effraye les Anglais, car ils savent qu'une exploitation rationnelle des mines

continué à la quatrième page.

Le Traité et les Etats-Unis

Il faut que nous en prenions notre parti, et le plus tôt possible. Ni l'Amérique, ni personne ne nous viendra en aide. Si nos alliés avaient consenti à veiller avec nous à l'application du traité que leurs gouvernements ont signé avec nous, nous aurions pu, après la victoire, nous assurer que nos armées de traités. Mais non; ils nous laissent. Après avoir fourni et harcelé l'effort nécessaire pour gagner la guerre, ils sont retournés à leurs occupations habituelles. Ils se fient volontairement les yeux ou, si vous préférez, ils se tournent vers les nouveaux horizons.

Detournons-nous donc aussi de ce triste passé et travaillons pour ce "autre" avenir. Ne comptons que sur nous-mêmes!

Je continue à penser que la grande faute a été commise le jour de l'armistice, et la preuve en est que ceux qui étaient à la barre en ce moment là en viennent, dorés et déjà, à regretter la faute les uns sur les autres. Il y a eu une minute où les destinées du monde se prononcèrent. La France avait alors l'initiative. Toute son histoire pesait sur cet instant unique. Les avertissements ne manquèrent pas, l'homme n'ayant le droit de décider "tout seul", il y eut nécessairement une décision collective. L'accord fut, certainement, de notre côté, délibéré et constitutionnel, du côté américain, il fut, nous dit-on, personnel, conditionnel, peut-être même inconstitutionnel.

Avons-nous été avertis de la précarité des engagements que prendrait M. Wilson? Quoi qu'il en soit, on se précipita, avec une hâte inexplicable, vers la solution qui nous offrait dans les quatorze fameux articles qui devinrent, dès lors, un poids lourd pour les négociations. On se détourna de la réalité, on se refusa à envisager les prochains lendemains... Nous avons tous péché.

Le livre, passionnant d'intérêt, de M. Keynes, en ce moment, un trouble profond dans l'âme anglo-saxonne. On pourrait le résumer en trois lignes: M. Clemenceau, dans sa rude et vive manière, a dominé à la fois la "frivolité" de M. Lloyd George et l'"intelligence" doctorale" du président Wilson. Le résultat a été un traité économique irréalisable. Il faut réviser ce traité, alléger la dette de l'Allemagne et procéder, par un accord international financier universel, au règlement d'un problème économique qui, si n'est pas réglé, précipitera le monde dans le chaos.

J'ai eu l'honneur de rencontrer M. Keynes; c'est un homme de Cambridge, un esprit cultivé, appliqué, pénétrant, avec cette pointe d'humour, ce savoir et ce sens des chiffres et des affaires qui appartiennent en propre à la maîtrise anglo-saxonne. Son livre, où les idées sont maniées avec une hardiesse pleine d'entrain et d'allant, n'est même pas moins dans le monde un certain nombre de données faites pour séduire surtout les esprits qui se décident de primer et qui sont prêts à suivre un auteur qui affirme.

A l'heure où nous sommes, soulever des questions ou des spéculations irréalisables, amener de vaines objections et les pousser vers des idéaux sans rivages, causer sur le pittoresque des tableaux, je ne sais quel anarchisme inquiétant, c'est un coup de parti comme on les rasque à l'ambroisie des belles carrières... Hélas! nous sommes assez malheureux sans cela! Pourquoi ajouter à nos maux l'ironie et peut-être, demain, les aggravations par le désordre et l'incohérence?

Au jour de la victoire, les hommes qui avaient mission de refaire l'Europe tenaient, dans une main, l'ordre. Et leur appartenance d'appartenir l'une et l'autre à l'Europe, mais non pas l'une sans l'autre. Dès la révolution russe les avertissements. L'Allemagne devait être surveillée et protégée en même temps; c'était la seule façon de parer soit à la contagion soviétique, soit au coup d'Etat militariste. En

face de ce double péril, il y avait une précaution à prendre: l'occupation de l'Allemagne jusqu'à l'Elbe. Je ne dis pas seulement que l'Allemagne l'acceptait, elle le fut demandé.

La question n'a pas été posée - et pourtant elle est du être si l'on se fut placé à ce point de vue qui domine tout: le salut de l'Europe et du monde. On ne pouvait accuser la France d'ambition; car, de lui attribuer des prétentions sur l'Elbe, c'est de lui attribuer par trop absurde. J'écrivais le 1er Novembre 1918 dans la "Note rédigée en vue de l'armistice": "La paix germanique n'est pas sur le Rhin, elle est sur l'Elbe... Faire reculer les armées prussiennes seulement jusqu'au Rhin, cela paraît une revendication française; mais les faire reculer jusqu'à l'Elbe, c'est poser la question au point de vue européen. Un remaniement profond de la puissance allemande l'arrachera décidément à l'économie prussienne."

Aujourd'hui, l'Allemagne elle-même cherche ses voies dans ce sens. Stuttgart s'oppose à Berlin. De nombreux obstacles eussent compris et l'eussent accompli dès Novembre 1918.

C'est l'obstination, l'absolutisme et, un peu, l'ignorance qui ont mis en péril l'avenir de tous les peuples libres. Il semble bien qu'aux Etats-Unis l'opinion publique vient d'en avoir le sentiment très net des qu'elle s'est trouvée en présence du fait accompli et que la poussière de la lutte fut tombée. Les passions intérieures ont volé un instant le but que la guerre elle-même s'était proposé et que la paix n'a pas su atteindre: à savoir, un règlement général et équitable de la crise, déchaînée en même temps que la guerre par le militarisme allemand. Nos amis d'Amérique avaient enchaîné d'un seul coup pour briser les chaînes dont le monde était menacé. Ce sentiment reste, à mon avis, malgré les apparences, au cœur de la démocratie américaine.

Je ne doute pas que la passion politique ne finisse par travailler la-bas dans le sens de la reconstruction d'une Europe viable et pondérée, car c'est l'intérêt des Etats-Unis eux-mêmes. L'Europe est tout de même son meilleur client. Le dollar ne maintiendra son cours et l'avantage exceptionnel et toujours nécessaire d'être en ce moment l'étalon des changes, que si l'Europe rétablit elle-même la valeur de son travail, de son commerce, de son crédit.

Mais, en attendant, il faut que l'Europe fasse d'elle-même ce qu'elle a à faire: la plus grosse partie de la tâche qui lui incombe. Au point de vue politique général, une Europe équilibrée est la première de toutes les nécessités; et pour l'avoir, il convient de chercher dans toutes ses parties, en Allemagne comme ailleurs, les moyens de cet équilibre. Tout ce qui y travaille doit être soutenu et encouragé. Ni militarisme, ni Soviets. Aider et soutenir les adversaires de l'une ou l'autre de ces extrêmes, c'est un des premiers devoirs de l'Entente. L'Allemagne bis-marckienne, qui a joué le "quitté ou double" par la guerre, est peut-être disposée à jouer le "quitté ou double" par la revanche. Voilà ce qu'il faut savoir prévenir.

Nous avons donc à distinguer, dès maintenant, entre Stuttgart et Berlin. Avec Stuttgart, l'économie politique, le commerce, les échanges, l'alimentation peuvent devenir des instruments de pacification. Que nous apportez-vous en stabilité et en sécurité? Avec la Prusse, il en serait de même si, se débarrassant de ses vieilles théories imperialistes et conquérantes, elle consentait à entrer dans le giron européen. C'est dans un travail constant de mise au point journalier, en procédant de cas en cas, comme disait Bismarck lui-même, que nous arriverons à un résultat. Dites ce que vous offrez, et nous vous offrirons l'équivalent.

continué à la quatrième page.

DERNIERES NOUVELLES DE PARTOUT

True translation filed with the Postmaster at New Orleans, La., on Tuesday, May 4, 1920, as required by Act of October 3, 1917.

Les Polonais, aidés par les Ukrainiens, ont infligé une défaite écrasante à l'armée rouge russe, prenant plus de 12,000 prisonniers et une énorme quantité de matériel de guerre.

La révolution au Mexique contre le Président Carranza fait de grands progrès. Plusieurs places fortes ont été prises.

La ville de Juarez, Mexique, a été prise par les troupes du général Obregon sans difficulté. Les troupes de Carranza gardant la ville s'étaient révoltés et plus de la moitié jointement les forces d'Obregon, qui contrôlent plus de la moitié de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Les Polonais sont à la veille de prendre Kiev, la capitale de l'Ukraine, et avancent de tous côtés. La ville de Mohileff a aussi été prise par les Polonais. La douzième armée bolcheviste a été presque entièrement détruite. Quinze mille prisonniers ont été pris. Un grand nombre de bolchevistes sont en route et désertent pour rejoindre les Polonais.

Les représentants des puissances alliées se réuniront le 25 mai à Spa, en Belgique, où ils auront une conférence avec le chancelier allemand Mueller.

Une déclaration, signée par les représentants de la France, de l'Angleterre, d'Italie et de la Belgique, rejette la requête de l'Allemagne de lui accorder la permission de garder sur pied une armée de 200,000 hommes au lieu de 100,000, comme il est spécifié dans le Traité de Versailles.

Pertinax, dans un article publié dans "l'Echo de Paris", dit que les financiers alliés ont fait le plus de demander à l'Allemagne de payer annuellement un minimum de 3,000,000,000 de marks en or pendant trente ans, et d'augmenter cette somme suivant l'état de la restauration économique de l'Allemagne.

Le bureau de guerre japonais annonce la signature immédiate d'un accord entre la Russie et le Japon, accordant au Japon presque tout ce qu'il demande.

L'Angleterre va aider le Sultan à lutter contre le parti nationaliste turc.

Le "Dziennik Ganski" apprend de la Prusse orientale que la situation est extrêmement tendue dans tout le territoire plébiscitaire. La milice allemande commet des violences innombrables, disperse les réunions polonaises, empêche la vente des journaux polonais, la liberté de la parole n'existe pas pour les Polonais. A la tête de cette propagande sont les fonctionnaires allemands, qui mettent à son service toute l'influence dont ils disposent. La langue polonaise est toujours proscrite dans les écoles. Dans ces conditions les boches préparent le plébiscite sans aucun contrepois, et si on ne met pas fin à leurs agissements il n'y a pas de doute qu'ils ne suppriment pas la "siecherheitswehr" surtout - on ne peut pas même parler de la "volonté de la population librement exprimée."

L'année dernière la ville de New York a perdu \$30,000,000 dans des incendies.